

**RESSOURCES FORESTIÈRES, NOUVEL ENJEU DES CONFLITS EN
RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ?
Regard sur la Réserve de Faune à Okapis**

Edocin PONEA TEKPIBELE MASUDI

Doctorant en Science Politique de l'Université de Kisangani

Résumé

La Réserve de Faune à Okapis (RFO), une Aire protégée (AP) en République Démocratique du Congo (RDC) apparaît comme un épice de violences dans la partie Nord-Est de ce pays. Au cours de dernières années, des nouvelles dynamiques construites autour de cette réserve ont levé le voile sur une ligne de fracture entre des acteurs, témoignant de la divergence de leurs agendas.

Dès lors, cette région est devenue la plaque tournante d'une économie criminelle dont la pérennisation semble contribuer à la prospérité des protagonistes qui, en même temps, entretiennent des alliances contrenatures dans une sorte de « commercialisme militaire ». Le projet de la conservation est ainsi sérieusement impacté négativement par ces multiples activités anthropiques.

Cet article examine le dynamisme des conflits autour de la RFO et les enjeux de leurs acteurs. Il tente, par ailleurs, de mettre en lumière le rôle incestueux de certains acteurs qui favorise la prospérité d'une économie criminelle dont ils tirent les dividendes. Cette note est, enfin, assortie des suggestions, en guise de piste de solution pour permettre à l'État de contrôler ces violences et d'asseoir durablement son autorité autour de cette réserve.

Abstract

The Reserve of Fauna to Okapis (RFO), a protected Area (AP) in Democratic Republic of Congo (DRC) appears like an epicentre of the violence in that country. During last decade, new dynamics constructed around this reserve raised the veil on a line of fracture between actors, revealing the divergence of their interests.

From then on, this region became the rotating plate of a criminal economy whose perpetuation seems to contribute to the prosperity of the protagonists that, at the same time, maintain some incestuous alliances in a sort of a "military commercialism".

This article examines the dynamism of the conflicts around the RFO and the stakes of their actors. It tempts, otherwise, to clear up the incestuous role of some actors that encourages the prosperity of a criminal economy of which they pull the dividends. This note is, finally, accompanied by the suggestions, in manner of track of solution to allow the state to control efficiently this violence and to sit its authority for a long time around this reserve.

Mots clés: RFO, violences, conflits, communautés riveraines, Epulu, gouvernance.

Key words: RFO, violence, conflicts, local community, EPULU, governance.

Contexte

Cette recherche a été réalisée au sein de la RFO au plus fort d'une période émaillée par des tensions communautaires et des violences armées, entre 2011 et 2016. Le déploiement des dispositifs sécuritaires dans cette zone n'a pas pu mettre un terme aux violences, justifiant des lacunes de ce mécanisme.

Pourtant, cette réserve a été pensée à la fois pour maintenir cet écosystème particulier tout en impulsant le développement et le bien-être des communautés riveraines. Par conséquent, il y a nécessité pour le faisceau d'acteurs qui interviennent dans la gestion de cette AP de rectifier le tir en vue de lui permettre de garder sa vocation écologique, dans une approche sous-tendue par la seule idée de promouvoir la bonne gouvernance.

Problématique

La RFO est en proie à des tensions communautaires qui ont, non seulement pris des formes explosives, mais aussi profité à la résurgence d'une milice locale extrêmement violente. Dès lors, ce conflit a pris une nouvelle tournure, déplaçant le curseur vers les menaces sécuritaires pour l'ensemble de la région et révélant les grands écarts de compréhension et d'attente entre les différents acteurs impliqués dans la gouvernance de cette AP. L'intérêt porté sur ces dynamiques conduit au questionnement suivant :

- Pourquoi la RFO est-elle devenue un théâtre des contestations sociales et des conflits armés ?
- Pourquoi l'État peine à apporter les mesures idoines pour apaiser ces tensions ?
- Quel est le niveau d'interaction entre les acteurs ?

- Comment solutionner efficacement ces conflits ?

I. Brève présentation de la RFO

L'un des patrimoines écologiques de la RDC, la RFO est une AP couvrant un espace de 1.372.625 hectares, soit environ 40.862 Km². Elle s'étend sur trois Territoires: Mambasa (Chefferie des Bandaka, Chefferie Babombi, Chefferie Walese/Karo et Chefferie Walese/Dese en Ituri), Wamba (les chefferies de Bafwakoy, de Maha et de Malamba dans le Haut-Uélé) et Watsa (les chefferies Kiateru et Kelo dans le Haut-Uélé) et s'étend sur dix chefferies, dont cinq en Territoire de Mambasa en Ituri et couvrant 90% de la superficie de la Réserve, 7% en Territoire de Wamba et 3% en Territoire de Watsa dans le Haut-Uele. Elle est gérée par l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN)¹.

Sa création remonte à 1992 à travers l'arrêté ministériel n°045/CM/ECN/92 du 2 mai. Elle constitue un sanctuaire écologique et biologique dont la valeur et le rôle ne sont plus à démontrer. Pour s'en convaincre, au-delà des Okapis qui bénéficient d'une attention toute particulière, cette réserve, au moment de sa création en 1992, abritait une des plus importantes populations d'éléphants des forêts de la RDC, estimée à environ 7.000 individus. Elle abrite aussi deux espèces de suidés, le buffle de forêt, 17 espèces de Primates (dont 13 diurnes) et six espèces de Céphalophe².

Par ailleurs, La faune est très riche avec ±350 espèces d'oiseaux, y compris le Paon congolais, endémique au Nord-Est de la RDC (surtout en Province de la Tshopo dans les Territoires de Bafwasende et d'Opala) et le Golden Naped Weaver, endémique à la forêt de l'Ituri³.

A part les espèces citées ci-haut, la Réserve héberge 4 autres espèces totalement protégées dont l'oryctérope, le pangolin géant, le perroquet gris et les tortues.

¹Arrêté ministériel n°045/CM/ECN/92 du 2 mai 1992 portant Création et délimitation d'une réserve naturelle dénommée « Réserve de Faune à Okapis »

² UICN, *Les Parcs et Réserves de la République Démocratique du Congo. Evaluation de l'efficacité de la gestion des aires protégées*, Programme Aires Protégées pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest (PAPACO), Ouagadougou, 2010, p.22.

³*Ibidem*.

On y rencontre aussi des reptiles jusqu'à présent peu connus mais pouvant se répartir en trois espèces de crocodiles dont: *Crocodylus niloticus*, *Crocodylus cataphractus* et *Ostéolemus tetraspis*, toutes menacées d'extinction suite aux activités illégales de la population riveraine.

A part les espèces susmentionnées, il existe 2.000 léopards, 4.700 éléphants de forêts, 7.500 chimpanzés à face claire, le chevrotain aquatique, divers insectes, etc.

Au regard de cette importance écologique, depuis 1997, la RFO est inscrite au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Par contre, l'état actuel de la forêt de la RFO est négativement impacté par les interventions humaines multiples, entre autres, l'expansion d'exploitation illicite des ressources, le braconnage et l'exploitation artisanale de bois d'œuvre. La zone la plus affectée par les tensions et les conflits armés est la partie sud-est. C'est dans cette partie où l'on rencontre les ressources naturelles convoitées par les acteurs de tout bord. Ce diagnostic résulte des informations que nous recueillies auprès des orpailleurs vivant massivement à Badengaido⁴.

II. Les dynamiques complexes autour de la RFO

II.1. Dynamiques impulsées par une économie de prédation

Il convient de souligner que la RFO connaît depuis sa création, plusieurs dynamiques construites autour d'impressionnantes ressources naturelles dont elle est dotée. Les guerres successives que la RDC a traversées ont laissé une empreinte indélébile à la gestion de cette aire dont les stigmates demeurent très ostensibles.

Les mutations les plus tragiques ont été marquées par des incursions des troupes de l'armée ougandaise (UPDF), rwandaise (RDF) et celles des factions rebelles soutenues par ces puissances étrangères. Il s'agit, entre autres du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), du Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Kisangani Mouvement de Libération (RCD-KML) sans compter un kaléidoscope de réseaux subversifs et d'autres acteurs qui ont construit de nouveaux rapports sous-tendus par leur participation commune dans une économie de prédation.

⁴ Nous avons organisé des entretiens entre novembre 2014 et mai 2015, forte saison d'exploitation minière. De ces entretiens, il ressort une forte pression anthropique due à l'exploitation aurifère et diamantifère dans les périmètres de la RFO.

En effet, la genèse de la RFO avait coïncidé avec la guerre fratricide du Rwanda en 1994 que d'aucuns considèrent, à tort ou à raison, comme catalyseur de la déflagration de la RDC. En tout état de cause, il faut souligner que l'émergence de la RFO s'est inscrite dans une période de l'histoire marquée par la première guerre du Congo en 1996. Rappelons que cette guerre était menée par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL), dirigée par Laurent-Désiré Kabila et qui était parvenue à évincer le régime du président Mobutu au pouvoir depuis 32 ans (1965-1997). Cet épisode avait entraîné le désarmement des militaires commis à la garde de cette réserve, entraînant le démantèlement du dispositif sécuritaire. Par ricochet, la RFO a amorcé sa descente aux enfers car laissée désormais à la merci des prédateurs et des braconniers de tout bord.

De plus, l'éclatement de la seconde guerre du Congo le 2 août 1998 avait, à son tour, marqué un revirement dans la préservation des essences de la RFO. Le basculement de cette région aux mains des soldats de l'UPDF et d'un aréopage de mouvements rebelles, notamment le Mouvement de Libération du Congo (MLC), le RCD-ML, la région de la RFO⁵ a été transformée en une base-arrière de leurs troupes dans les prémisses de la réserve. Avec l'installation de ses troupes, l'UPDF a, de manière excessive exploité les bois et organisé le braconnage des éléphants pour en extraire les défenses. Aussi, ces soldats ont-ils perpétré le braconnage d'autres espèces pour besoin de la viande.⁶

II.2. Nouvelles dynamiques autour de la RFO

Phénomène kafkaïen dans la région, les Mai-Mai qui, du reste, n'avaient pas fait parler d'eux dans cette région ont resurgi vers le début de la décennie 2010. En RDC, les Mai-Mai sont des groupes d'auto-défense prétendant véhiculer une idéologie nationaliste qui ont foisonné au plus fort de la deuxième guerre du Congo pour résister aux forces dites d'agression dans le Kivu, au Maniema et dans une certaine mesure au Katanga. Ces groupes bénéficiaient de tous les soutiens de Kinshasa dans une stratégie de *containment* en vue de phagocyter les forces rebelles et, éventuellement, arrêter leur avancée vers les régions sous son contrôle.

Subitement, un groupe armé dont les combattants se revendiquant de l'aile Simba des Mai-Mai a resurgi dans cette partie du pays. La dénomination Simba'' a été empruntée à

⁵ Entretien avec les responsables de la RFO à 2012.

⁶*Ibidem.*

une milice originaire du Maniema, vestige de la rébellion des années 60 à Kisangani⁷. Dirigé par Paul Sadala dit Morgan, les Simba ont fait preuve d'une grande capacité de nuisance en juin 2012.

Ils ont investi le centre d'Epulu abritant l'administration de l'ICCN et des organismes internationaux intervenant dans les projets de la RFO. Cependant, ils ont mis à feu et à sang ce centre, réduit en cendres les bâtiments abritant les services administratifs. Ils ont, également, massacré une dizaine d'Okapis capturés et domptés dans ce centre. Les okapis sont une espèce animale unique au monde et menacée de disparition. Ils sont placés sous le projecteur des écologistes et de l'État qui les protègent comme la prunelle des yeux pour parer aux menaces de leur extermination. Il faut souligner que c'est cette espèce qui a donné son nom à la réserve qui constitue notre centre d'intérêt.

Notons, par ailleurs, que les violences ont pris une tournure infernale et se sont généralisées à travers la RFO. À noter que Morgan a été neutralisé en avril 2014 après deux années de terreur, à Molokay, une localité située à l'intérieur de la RFO sur la route nationale n°4. Les révélations sur son portrait-robot ont renseigné sur le fait que ce seigneur de guerre était un ancien braconnier issu d'une communauté locale (d'une mère Bombo et d'un père Ndaka).

Il a, au départ, fondé ses revendications sur la marginalisation des populations riveraines de la gestion de la RFO. Pour lui, la nouvelle législation qui définissait les limites de la RFO menaçait la survie des autochtones du fait d'avoir imposé la restriction des activités anthropiques dans la région.

La disparition corps et bien et Morgan n'a pas entraîné celle de son groupe. Devenus orphelins de leur chef, les lieutenants de Morgan après la neutralisation de ce dernier ont restructuré les Simba autour d'un nouveau leader issu de la communauté pygmée du nom de Manou et qui bénéficie du concours des combattants issus des communautés du Nord-Kivu. Manou aurait, du vivant de Morgan, assumé les fonctions de commandant en second. La complicité de certains combattants issus de la communauté Nande basée au Nord Kivu serait avérée. Il s'agit entre autres, du seigneur de guerre Sumba Dhedhe.

⁷Adolphe Agenonga Chober, "La RDC face aux nouveaux défis sécuritaires: l'Ituri en route vers la paix ou retour des violences?", in Note d'Analyse Politique de Thinking Africa, n° 44, juillet 2016, p.5.

A l'instar de Morgan, Manou, nouveau leader des Mai Mai Simba a été tué en janvier 2019. Il a trouvé la mort avec son fils qui l'accompagnait dans tous les fronts et dont la survivance lui aurait permis de succéder à son père.

III. Diagnostic des facteurs des violences autour de la RFO

III.1. Facteurs sociopolitiques

A. Échec de la gouvernance de la RFO

Le fossé se révèle particulièrement criant entre, d'une part, le pouvoir public et les organismes qui l'appuient et, d'autre part, les populations locales censées être l'ultime bénéficiaire des dividendes environnementaux de la RFO. De ce fait, il apparaît clairement une rupture caractérisée par la faible pour ne pas dire l'absence de consultation des communautés locales à cause des restrictions manifestes sur les droits d'utilisation des terres imposés par la RFO.

Les réalisations de l'ICCN ne sont pas à la hauteur des enjeux du développement local. Il y a, également disparité dans la répartition des projets de développement. Le gros de quelques projets (construction des écoles, centre de santé, adduction d'eau...) est concentré au centre d'Epulu.

Par contre, les régions les plus éloignées sont déshéritées et profitent très faiblement de ces dividendes.

En outre, il y a lieu, de noter que les décisions du pouvoir perçues comme restrictions par les acteurs locaux cristallisent des mécontentements qui, à leur tour, favorisent des revendications qui ne tardent pas à revêtir des formes explosives.

Il ne va sans dire qu'au départ, les mécontentements des communautés locales étaient, pour l'essentiel, dus à la restriction sur les droits de chasse, d'utilisation des armes de chasse et de l'exploitation des ressources minière et du bois.⁸

⁸L'arrêté susmentionné a reconnu et garanti les droits d'usage traditionnels des communautés vivant dans les périmètres de l'aire protégée. Ainsi les droits liés à la chasse traditionnelle, à l'agriculture, à la pêche et à toute autre activité compatible avec les lois sur la conservation de la nature ont été garanties aux communautés locales. Comme dans toutes les aires protégées du monde, il est interdit de faire la chasse aux armes à feu, et

Eu égard à ce qui précède, il apparaît le fait que les violences aveugles, la milicianisation dans la RFO répondent à la volonté des acteurs locaux de marquer leur présence dans l'exploitation et la gestion des ressources de cette AP car prétendant avoir toujours été marginalisés et négligés par les gestionnaires. Ainsi, couplée à la prédation, la violence dans la RFO est aussi un langage de protestation et de contestation des acteurs locaux.

Frapper pour émouvoir les décideurs nationaux et leurs partenaires internationaux et faire entendre leur voix semble être le leitmotiv de la violence destinée à la RFO comme projet de conservation. La résistance Mai-Mai de la région d'Epulu n'est plus orientée contre un envahisseur étranger qui s'accaparerait des terres ancestrales ainsi que de ses ressources nombreuses, elle est plutôt une forme de résistance, selon l'agenda présenté officiellement par ces acteurs, contre la marginalisation des communautés locales, l'absence de l'équité environnementale, la violence des agents de l'ICCN et l'extension prétendue des limites de la réserve⁹.

Paradoxalement à cet agenda, les agissements des Simba contrastent étrangement avec la terreur qu'ils rependent au sein d'une population dont ils prétendent défendre le droit¹⁰. Ils constituent une menace pour les autochtones car ils s'illustrent par des actes d'extrêmes violences contre les civils: viol, vol, rapt, meurtre.....

Le diagnostic actuel démontre que les Simba se sont inscrits dans la même logique de prédation que d'autres groupes armés qui pullent dans l'Est de la RDC. Ils sont présents dans des carrières minières où ils ont installé une autorité occulte et une administration parallèle.

B. Instrumentalisation du groupe Mai-Mai Simba de la RFO par certains acteurs

Paradoxalement, les éléments des forces de sécurité sont mis en cause d'être en collusion avec les mouvements subversifs qui opèrent dans la région.

d'exploiter les ressources minières (Code Minier 2002 et Ordonnance Loi sur la conservation de la Nature 1969 abrogée par la loi 14/003 du 11 février 2014).

⁹Après lecture comparée de la documentation sur les limites de la RFO, nous avons vérifié que cette dernière allégation concernant l'extension de la RFO n'est pas fondée car la Réserve n'a jamais connu une quelconque extension depuis sa création. Seulement, et il faut le noter, l'absence de communication et de transparence de la part de l'ICCN dans sa gouvernance alimente l'instrumentalisation par certains acteurs locaux des activités de marquage des limites de cette AP.

¹⁰ Adolphe Agenonga Chober, *article déjà cité*.

Au regard de la montée en puissance d'un groupe pourtant isolé au fond de la forêt, la question qui mérite d'être posée est celle de savoir comment ses combattants s'approvisionnent en armes et en munitions. Nos recherches empiriques nous ont permis de constater que les Simba sont dotés des Pistolets-Kalachnikovs-Mitrailleuses (PKM), justifiant des soutiens dont ils bénéficient de la part de certains acteurs qui doivent être identifiés.

Comment pourrait-il être envisageable que les Simba opérant au sein de la RFO, une réserve située pourtant à des centaines de kilomètres de la frontière s'approvisionnent en armes et en munitions à l'insu des services de sécurité et du renseignement ? N'y a-t-il pas des complicités internes ?

Le rapport des experts onusiens de 2012 a jeté une lumière crue sur le transfert des armes provenant de certains éléments appartenant aux services de sécurité¹¹. De ce fait, il apparaît clairement que la prédation est devenue un phénomène ancrée dans l'esprit de certains soldats loyalistes. Il ne serait pas surtout surprenant que ce genre d'alliance incestueuse se développe dans la mesure où pour la plupart, les soldats congolais sont issus des groupes armés. Si certains d'entre eux ont changé d'uniforme, ils n'ont pourtant pas changé de mentalité. L'Etat congolais semble en avoir déjà pris conscience. L'accord politique du 18 octobre issu du dialogue de la Cité de l'Union Africaine (UA) à Kinshasa a fustigé ce genre de dérapage mais sans exprimé clairement la volonté d'y mettre fin.

Toutefois, le pouvoir public doit se pencher sur cette question qui ne fait qu'écorner l'image de son armée.

III.2. Les facteurs démographiques

La région d'Epulu connaît une expansion démographique incontrôlée liée aux mouvements des populations venues d'autres régions. Cet afflux de migrants exerce de manière considération des pressions sur cette réserve et soulève plusieurs problèmes :

- Il accroît la demande des terres pour ces populations ;
- Il augmente la demande de viande et augmente les risques de braconnage ;
- Il favorise des activités illicites dans cette région, notamment l'exploitation des minerais, des bois d'œuvres....

¹¹ UNSC, *Report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo, S/2012/843*, 15 november 2012, p. 27.

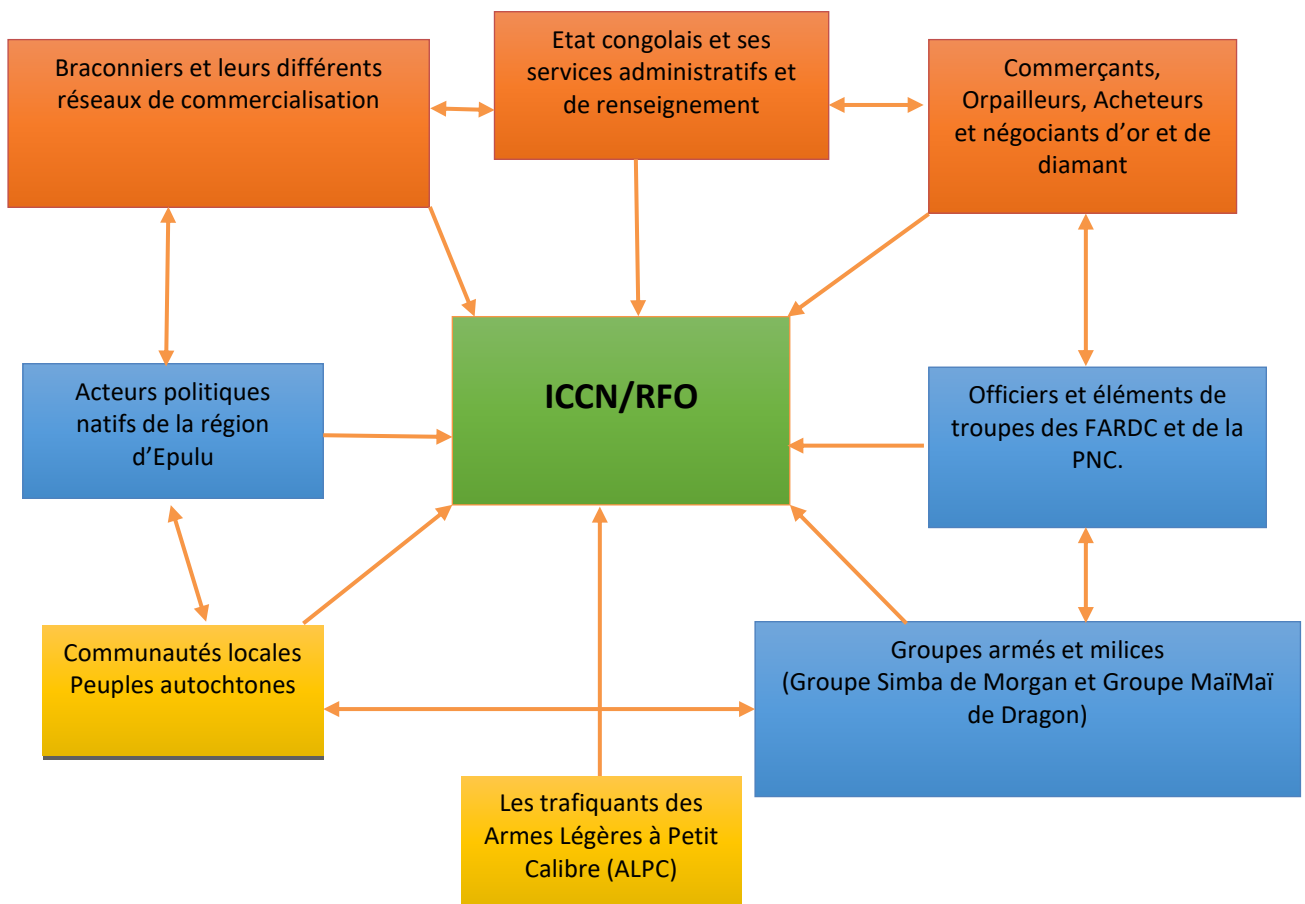
À noter que les mouvements massifs des populations vers Epulu sont dus à une migration des populations vers les zones forestières à l’ouest, où la densité de population est très faible (1 à 2 habitants/Km²)¹² à cause de la forte pression démographique sur les hautes terres du Nord Kivu à l’Est et au Sud de la RFO, où la densité des populations varie entre 100 et 300 habitants/km².

Durant la décennie 1997-2007 caractérisée par l’instabilité militaro-politique, cette migration s’est accélérée. Elle se fait le long des axes routiers principaux, dont celui qui traverse la RFO (axe Beni, Mambasa, Epulu, NiaNia, Bafwasende).

IV. Les acteurs de la violence dans la RFO

Les acteurs de la violence dans la RFO sont ceux qui participent et concourent à la gouvernance de cette AP tel que la figure suivante les présente de manière succincte.

Figure2 : Les acteurs de la violence et de l’anthropisation dans la RFO¹³



¹²D’Huart et Maziz (IUCN et UNESCO), *Rapport déjà cité.*

¹³ De l’auteur

Ce schéma se veut une radioscopie de l'imbrication des acteurs identifiés dans cette région et qui participent à la recomposition des enjeux autour de la RFO. Il s'agit d'abord de l'Etat représenté par ses services spécialisés. En effet, il y a lieu de noter que c'est à l'ICCN qu'incombe la gestion de la RFO. Dans le même ordre d'idée, les services de sécurité (FARDC, PNC, ANR) interviennent en matière de la sécurité dans la gestion de cette AP. C'est à ce niveau où il s'observe de dérapage, soit par l'usage excessif des moyens létaux pour contenir les manifestations violentes, soit par le développement des réseaux criminels dans la mesure où certains éléments sont appâtés par l'exploitation illégale des ressources ou le braconnage.

Pour tenter de renforcer la gouvernance de la RFO, des ONG internationales viennent en appui à l'ICCN. Il s'agit principalement de Wildlife Conservation Society (WCS) et Gilman International Conservation (GIC), sans oublier l'appui de l'USAID, UNESCO, Ces deux premiers partenaires sont implantés en RDC dans le secteur de la conservation de la nature en collaboration avec l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature précisément à la Réserve de Faune à Okapis/Epulu, il y a plus de vingt ans.

Parmi les habitants de la RFO, il y a les pygmées, des bantous et des immigrants. Les pygmées sont établis dans cette zone il y a longtemps car l'histoire les considère comme les premiers habitants du Congo. Les populations bantoues locales sont nombreuses, elles comptent parmi elles les Ndaka, Bombo, Ngwana ou les Arabisés (aussi appelés Bangwana), Lese....Pour la plupart, elles sont des paysans, des chasseurs et certains de leurs membres pratiquent la pêche.

De plus en plus, cette contrée a vu certaines populations migrer du Nord-Kivu, des territoires d'Irumu... Cette migration a modifié la démographie mais aussi les enjeux de la gestion de la RFO, de par de fortes pressions démographiques qu'elles exercent.

Les groupes armés sont des acteurs importants dont le rôle ne doit pas être négligé. Les Mai Mai Simba en constituent la milice la plus redoutable dans la région. Cette milice se voulait au départ un groupe d'auto-défense. En revanche, les pratiques criminelles auxquelles elle se livre ont démontré que c'est la prédation qui constitue son leitmotiv.

Les orpailleurs, les commerçants et les braconniers sont aussi présents dans la région. Parfois, les frontières restent floues entre le service de sécurité, les orpailleurs, les commerçants et les braconniers. Pour autant, les membres des groupes armés et de service de sécurité participent à l'orpaillage. Les commerçants sont leurs preneurs mais aussi les ravitailleurs.

De son côté, le braconnage armé fait redouter la complicité de certains éléments des forces de sécurité, même si les groupes armés sont présents dans la région. Cette interaction incestueuse a conduit Tshiyembe Mwayila¹⁴ à écrire :

« Les partenaires de cette économie de guerre sont des gouvernements, des réseaux mafieux et criminels, des particuliers (soit secteur privé, soit du secteur public), des entreprises multinationales, dont la prospérité est assurée par la guerre et les pillages des ressources du sol et du sous-sol et des biens publics, en toute impunité ».

Conclusion et pistes de solution

Dans cette analyse, il a été question d'examiner le dynamisme des conflits autour de la RFO et les enjeux de leurs acteurs. Par ailleurs, cette réflexion a interrogé le rôle incestueux de certains acteurs qui favorise la prospérité d'une économie criminelle dont ils tirent les dividendes.

Il est certes important de rappeler que la RFO est une zone qui regorge des ressources importantes et variées. Pour l'essentiel, c'est l'accès à ces ressources qui alimente les revendications des acteurs dont certains n'hésitent pas à recourir à la force pour tenter d'obtenir gain de cause.

Toutefois, dans une zone située plus à l'intérieur du pays où l'Etat est censé avoir le plein contrôle des mouvements des biens et des personnes, il est déconcertant de constater que les armes légères circulent illégalement. C'est à ce niveau où les complicités de certains éléments des forces de sécurité apparaissent manifestes et démontrent dans quelle mesure il se développe une économie criminelle.

¹⁴ Tshiyembe Mwayila, *La Géopolitique de paix en Afrique médiane. Angola, Burundi, République Démocratique du Congo, République du Congo, Ouganda, Rwanda*, Paris, L'Harmattan, 2003, p.103.

Par ailleurs, une autre question qui se pose est celle de la répartition des ressources dans cette région. Les populations riveraines paraissent déshéritées du fait qu'aucune attention n'est accordée par l'Etat pour que ces ressources contribuent à l'amélioration du bien-être social. Ce sentiment cristallise des contestations que certains n'hésitent pas à récupérer à des fins politiques.

Eu égard à ce qui précède, les suggestions suivantes doivent être formulées :

- L'Etat congolais doit veiller à ce que l'Administration de la RFO promeuve la gouvernance dans cette AP ;
- Que les ressources locales contribuent à l'amélioration du bien-être social ;
- Que des sanctions sévères soient prises à l'encontre de tous les éléments des forces de sécurité qui sont responsables de transfert des armes envers les milices locales ;
- Que la population riveraine bénéficie de l'éducation environnementale pour qu'elle joue le rôle de gardien de cette réserve qui doit être sauvegardée en vue de profiter aux générations futures.